

DU 18 Novembre 2019 REP. N° 32.477
N° CRPCEN : 67006
MC

Maître Catherine BAK, soussignée, notaire en l'Office Notarial dont est titulaire la « Société Civile Professionnelle Valentin SCHOTT et Valérie SCHWAAB, notaires associés » à la résidence de 67000 STRASBOURG, 1 Rue du Dôme,

a reçu le présent acte contenant :

AVENANT A BAIL EMPHYTEOTIQUE

à la requête des parties ci-après identifiées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

BAILLEUR

La « **MENSE EPISCOPALE DE STRASBOURG** », Etablissement public du culte avec siège à 67000 STRASBOURG, 16 rue Brûlée,

Figurant ci-après sous la dénomination de "BAILLEUR".

D'UNE PART

PRENEUR

La « **COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DE ROSHEIM** », personne morale de droit public située dans le Département du Bas-Rhin, dont le siège est à 67560 ROSHEIM, 86B Place de la République.

Figurant ci-après sous la dénomination de "PRENEUR".

D'AUTRE PART

PRESENCE – REPRESENTATION

- La « **MENSE EPISCOPALE DE STRASBOURG** » est représentée au présent acte par Monsieur Jacques BOURRIER, Econome diocésain, trésorier, et par Monsieur l'Abbé Christophe SCHWALBACH, Président délégué du Conseil de Direction du Mont Sainte-Odile, agissant en vertu des délibérations du Comité

R.H.

13 PCH.

G

Exécutif de la Mense Episcopale en date du 11 septembre 2019 ; une copie conforme d'un extrait desdites délibérations demeure ci-annexée après mention.

- La « **COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DE ROSHEIM** » est représentée par son Président Monsieur Michel HERR, demeurant pour l'exercice de cette fonction à 67560 ROSHEIM, 86B Place de la République, agissant ès-dite qualité, en suite des délibérations du Conseil Communautaire de la « **COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DE ROSHEIM** » dans sa séance du 12 juin 2018.

Demeure à ce sujet ci-annexée après mention une photocopie d'un extrait conforme du registre desdites délibérations du 12 juin 2018, lesquelles ont été transmises en Préfecture.

Monsieur Michel HERR, ès-qualité, déclare en outre que ces délibérations n'ont fait l'objet d'aucun recours au titre du contrôle de légalité.

LESQUELS, préalablement à l'avenant à bail emphytéotique objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

I. Bail emphytéotique du 11 mai 2016

Aux termes d'un bail emphytéotique reçu par Maître Catherine BAK, notaire soussigné, le 11 mai 2016, sous répertoire numéro 27.354,

la « **MENSE EPISCOPALE DE STRASBOURG** » a donné à bail emphytéotique à la « **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE ROSHEIM** » (maintenant dénommée « **COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DE ROSHEIM** »),

les biens immobiliers ci-après désignés (consistant alors en un terrain sur lequel étaient érigés l'Abbaye de Niedermunster, une partie de grange et un parking) sis :

Commune de SAINT-NABOR (Bas-Rhin) Niedermunster

cadastrés :

- Section B n°438/263 — Niedermunster — treize ares quinze centiares (13,15 ares),
- Section B n° 442/265 - Niedermunster — vingt neuf centiares (0,29 are),
- Section B n°444/267 — Niedermunster — un are quarante centiares (1,40 ares)
- Section B n°445/267 — Niedermunster — un are quatre vingt centiares (1,80 are)
- Section B n°447/265 — Niedermunster — trente huit centiares (0,38 are),
- Section B n° 449/269 — Niedermunster — quatre vingt dix neuf centiares (0,99 are),
- Section B n° 452/263 — Niedermunster — cinq ares soixante neuf centiares (5,69 ares),
- Section B n° 453/263 — Niedermunster — sept ares vingt cinq centiares (7,25 ares).

Ce bail emphytéotique a été consenti et accepté pour une durée de trente-cinq (35) années commençant à courir à compter rétroactivement du premier mars deux mil seize (01/03/2016) pour s'achever le vingt-huit février deux mil cinquante et un (28/02/2051) moyennant une redevance annuelle, non soumise à indexation ni à revalorisation, fixée à l'euro symbolique, payable à terme échu le 1er septembre de chaque année et pour la première fois le 1er septembre 2017 (cette redevance concernant, par dérogation, la période s'écoulant du 1er mars 2016 au 31 août 2017).

Cet acte stipule en outre :

M. H.

JS

9. d. H. -

g

- que les biens objets du bail sont destinés à être affectés, après réalisation des travaux de consolidation, à usage de site touristique dans le cadre plus vaste de valorisation et de préservation du massif du Mont Saint Odile,
- qu'en fin de bail, l'ensemble des installations, aménagements, travaux de construction réalisés par le preneur, reviendront au bailleur sans aucune indemnité ou dédommagement quelconque dû par ledit bailleur au preneur.

II. Compte-tenu du fait que la mise en tourisme des lieux prévoit notamment un cheminement autour du site clôturé, ainsi qu'une extension de la clôture vers le sud du site (emplacement de l'ancien cloître) et la remise en état du chemin menant du parking aux ruines de l'abbaye, les parties sont convenues de conclure, au moyen du présent acte, un avenant au bail emphytéotique précité, pour étendre l'assiette des biens objets dudit bail,

ce qui a lieu comme suit :

AVENANT

Le PRENEUR et le BAILLEUR décident de modifier, au moyen du présent acte, l'acte de bail emphytéotique sus-visé du 11 mai 2016, ce qui a lieu comme suit :

ARTICLE 1 - ASSIETTE DU BAIL EMPHYTEOTIQUE

L'assiette du bail emphytéotique est étendue, à compter rétroactivement de la date du premier septembre deux mil dix-huit (01/09/2018) et jusqu'à son terme fixé au 28 février 2051 comme rappelé ci-avant, aux nouvelles parcelles suivantes, sises :

Commune de SAINT-NABOR (Bas-Rhin) **Niedermunster**

cadastrées :

- Section B n°459/263 — Niedermunster — un are soixante-trois centiares (1,63 are),
- Section B n° 462/263 - Niedermunster — quatre ares trois centiares (4,03 ares),
- Section B n°465/263 — Niedermunster — quarante huit centiares (0,48 are)
- Section B n°467/263 — Niedermunster — soixante centiares (0,60 are)
- Section B n°472/263 — Niedermunster — trente trois centiares (0,33 are),
- Section B n° 473/263 — Niedermunster — un are six centiares (1,06 are),
- Section B n°474/263 — Niedermunster — sept ares huit centiares (7,08 ares),
- Section B n° 469/269 — Niedermunster — un are quatre centiares (1,04 are).

Un extrait du plan cadastral identifiant les susdites parcelles demeure ci-annexé après mention.

ORIGINE DE PROPRIETE

La propriété des susdites parcelles est inscrite au livre foncier de SAINT-NABOR, au nom du bailleur.

Pour plus de précisions concernant l'origine de propriété, les parties déclarent se référer aux annexes correspondantes du livre foncier.

ARTICLE 2 - ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

Un état des risques et pollutions de moins de six mois fondé sur les informations mises à disposition par arrêté préfectoral demeure ci-annexé après mention ; à cet état est jointe la fiche communale.

Plan de prévention des risques naturels

17.11.

JB
T. dlt

G

Les parcelles ne sont pas situées dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

Plan de prévention des risques miniers

Les parcelles ne sont pas situées dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Plan de prévention des risques technologiques

Les parcelles ne sont pas situées dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Sismicité

Les parcelles sont situées dans une zone de sismicité 3, précision étant faite qu'il s'agit d'une zone à risque sismique modéré.

Secteur d'information sur les sols

Des secteurs d'information sur les sols comprenant les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement peuvent être créés conformément aux dispositions de l'article L 125.6 du Code de l'environnement.

Il n'existe pas actuellement de secteurs d'information sur les sols sur la Commune de SAINT-NABOR.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le BAILLEUR déclare qu'à sa connaissance, les susdites parcelles n'ont pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité, notamment en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

ARTICLE 3- MAINTIEN ET REITERATION

Les clauses et stipulations de l'acte du 11 mai 2016 non modifiées par le présent avenant (et notamment le montant de la redevance) restent expressément maintenues et inchangées.

ARTICLE 4 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs.

Pour la publicité foncière, les parties font élection de domicile en l'étude du notaire soussigné.

ARTICLE 5 - LIVRE FONCIER

Les parties consentent et requièrent au Livre Foncier de SAINT-NABOR, par suite du présent avenant, l'inscription à charge des susdites parcelles section B n°459/263, 462/263, 465/263, 467/263, 472/263, 473/263, 474/263 et 469/269, et au profit du preneur, du bail emphytéotique pour une durée venant à échéance le 28 février 2051.

Elles renoncent à la notification prescrite par la loi contre délivrance d'un certificat d'inscription entre les mains du notaire soussigné.

ARTICLE 6- POUVOIRS

Pour l'accomplissements des formalités de publicité foncière, les comparants ès-qualités, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes à l'effet de dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs

N.H.
JB 30/4 - G

des présentes, notamment pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires et cadastraux et ceux de l'état civil, et rectifier, s'il y a lieu, toute désignation et toute origine de propriété.

ARTICLE 7 – FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments du présent acte et de ses suites sont à la charge du PRENEUR, qui s'oblige à leur paiement, +

ARTICLE 8 - DECLARATIONS FISCALES

Le bailleur, par son représentant, déclare, en tant que de besoin, ne pas opter pour l'assujettissement du bail et du présent avenant à la taxe sur la valeur ajoutée.

En outre le présent bail est exonéré de la taxe de publicité foncière.

Les comparants requièrent l'enregistrement du présent acte au droit fixe des actes innommés.

ARTICLE 9 - DECLARATIONS DU BAILLEUR

Le bailleur, par son représentant, déclare ;

- avoir la dénomination comme indiquée en tête des présentes,

- avoir la libre disposition des biens loués,

- et que les biens loués sont libres de toutes charges et inscriptions au Livre Foncier de SAINT-NABOR.

ARTICLE 10 – MENTION

Mention des présentes est consentie partout où besoin sera.

ARTICLE 11 - CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat, à l'exception de celles légales et impératives, ont été, en respect de l'article 1104 du Code civil, librement négociées de bonne foi, et qu'en application de l'article 1112-1 du même Code, toutes les informations connues de l'une d'entre elles et dont l'importance s'avèrerait déterminante pour le consentement de l'autre ont été révélées.

Elles affirment que le présent contrat reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

ARTICLE 12 -NOTIFICATION AU PREFET DE REGION

Conformément à l'article L 621-29-6 du Code du patrimoine, le présent acte sera notifié au Préfet de dans les quinze jours des présentes.

ARTICLE 13 - MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, les données des parties sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les Offices notariaux participant à l'acte,

+ pour moitié
et à la charge
du bailleur,
qui s'oblige à
leur paiement
pour moitié.

17.11.13

P. Ch.

g

17.11.

13

P. Ch.

g

- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Délégué à la protection des données désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

DONT ACTE rédigé sur six pages

Comprenant

- renvoi approuvé : un (1)
- blanc barré : -
- ligne entière rayée : -
- nombre rayé : -
- mot rayé : -

Paraphes

17.11. 13 p. clu.
g

FAIT ET PASSE à 67560 ROSHEIM, 86B Place de la République

L'AN DEUX MIL DIX NEUF
le dix-huit novembre.

Et après lecture prise par eux, les comparants ont approuvé et signé le présent acte avec le notaire soussigné comme suit,
lequel notaire a lui-même signé le dix-huit novembre deux
mil dix-neuf

[Handwritten signatures and initials]

Sans mot sur
D.H.
13 p. clu.
g

COMITE EXECUTIF DE LA MENSE EPISCOPALE
EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE LA REUNION
Du 11 septembre 2019

Membres présents :

Monsieur le chanoine Jean-Luc Liénard, Vicaire général ;
Monsieur le Chanoine Bernard XIBAUT, Chancelier ;
Monsieur Jacques BOURRIER, Econome diocésain, trésorier ;

Annexe N°
à la minute d'un acte de
~~avenant à bail emphytéotique~~
reçu le 18.12.2019
(Rép. n° 32.477.....)
Le Notaire

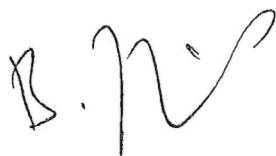


Le Comité Exécutif de la Mense épiscopale est informé de la demande formulée par la communauté de communes de Rosheim, pour la signature d'un avenant au bail emphytéotique signé le 11 mai 2016 (n° 27 354) pour 35 ans avec la Mense épiscopale de l'Archevêché de Strasbourg, reçu et signé par Me Catherine BAK, notaire en l'office résident du 1 rue du Dôme à Strasbourg. Il s'agit d'étendre le périmètre loué par la Mense épiscopale autour des restes de l'abbaye de Niedermunster, afin d'y inclure la surface nécessaire à la création d'un cheminement de pourtour des ruines, menant du parking au site, ainsi que l'extension de la clôture au sud. Les nouvelles parcelles ajoutées aux surfaces déjà louées sont les n°459/263, 462/263, 465/263 à 467/263, 472/263, 473/263, 474/263 et 469/269, résultant de la division des parcelles 263 et 269 appartenant à la Mense. La durée de l'avenant est alignée sur celle du bail originel. Le Conseil communautaire de la Communauté de communes des Portes de Rosheim a approuvé ce projet d'avenant par délibération du 12 juin 2018.

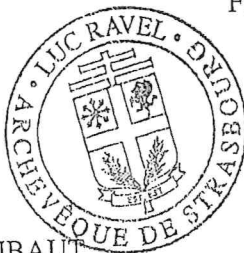
La prise en charge de la moitié des honoraires du géomètre ayant fourni le procès-verbal d'arpentage (cabinet Claude Andres), soit 921,60€, est aussi demandée.

Le Comité exécutif approuve le projet d'avenant et la prise en charge. Monsieur Jacques BOURRIER, économe diocésain, est chargé de l'exécution des procédures afférentes ; il est autorisé es-fonctions à signer les documents nécessaires, conjointement avec Monsieur l'Abbé Christophe Schwalbach, président délégué du Conseil de direction du Mont Sainte-Odile.

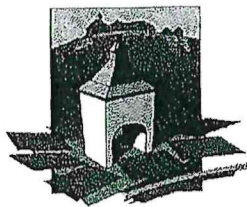
Fait à Strasbourg, le 11 septembre 2019



Pour copie conforme,
Monsieur le chanoine Bernard XIBAUT
Chancelier de l'archevêché



Pour accord,
Monseigneur Luc Ravel,
Archevêque de Strasbourg



Communauté
de Communes
des Portes
de Rosheim

DEPARTEMENT DU BAS-RHIN ARRONDISSEMENT DE MOLSHEIM

Délibérations du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Portes de ROSHEIM

Séance Ordinaire du 12 juin 2018 à 20h

Sous la Présidence de Monsieur Michel HERR

Convocation écrite des Conseillers du 6 juin 2018

Nombre de Conseillers Elus : 31

Annexe N° 2
à la minute d'un acte de
substitution
reçu le 18.06.2019
(Rép. n° 32.477)
Le Notaire

Nombre de Conseillers présents : 28	M. HERR, M. OHRESSER, I. ROUVRAY (présente à compter du point n°7), E. HEYDLER, C. LUTZ, J. MARQUES, C. GAY, J.G. HELLER, D. SCHNOERING, P. MEYER, A. HAEGELI, F. PORTE, C. JUNG, J.P. KAES, M.O. HEMMERLIN, F. KAUFF, C. FRIEDRICH, D. SCHEITTE, P. ERB, D. DEGRIMA, M. TROESTLER, C. DEYBACH, O. KUBAREK, P. POULAIN, P. WANTZ, C. HUCK, F. LANTZ, R. MULLER.
Conseiller excusé ayant donné procuration : 1	C. ATIBARD (procuration à C. FRIEDRICH).
Conseillers excusés : 2	C. ICHTERTZ, P. JOERGER.

Assistaient également : A. DAMBIER ; D.G.S.
C. IELLOUCHE : Agent de Développement.

**N°2018-38 : Ruines de l'abbaye de Niedermunster : consolidation et
mise en tourisme : validation d'un avenant au bail
emphytéotique.**

EXPOSE PREALABLE

M. le Président rappelle aux membres présents que la valorisation des ruines de l'abbaye de Niedermunster, sises sur le ban communal de Saint-Nabor, s'inscrit dans la politique de développement touristique du territoire de la CCPR.

Le site nécessite d'être consolidé préalablement à toute mise en tourisme dont l'objet est de faire découvrir aux visiteurs ce lieu historique tout en respectant l'esprit des lieux. La 1^{ère} tranche de travaux a été réalisée et la 2^{ème} est en cours de réalisation.

Le site étant propriété de la Mense épiscopale, un bail emphytéotique a été signé en 2016 pour une durée de 35 ans.

7.4.

53 P. Clt -

La mise en tourisme des lieux prévoit notamment un cheminement autour du site clôturé ainsi qu'une extension de la clôture vers le sud du site (emplacement de l'ancien cloître) et la remise en état du chemin menant du parking aux ruines de l'abbaye.

Un géomètre a été missionné pour faire ces nouveaux relevés parcellaires étant précisé que la Mense participe à hauteur de 50% au coût des honoraires du professionnel, soit 921.60 € TTC, et ce, conformément au 5°) *Charges et conditions* du bail.

Il convient à présent aux membres du Conseil de valider la proposition d'avenant au bail lequel porte sur l'extension du périmètre du site.

VU les statuts de la CCPR modifiés, notamment son article 2 portant définition de ses compétences définis par arrêté préfectoral du 30/10/2017 ;

VU la délibération N°2015-32 du 07/07/2015 du Conseil communautaire validant le lancement de l'opération de consolidation des ruines de l'abbaye de Niedermunster, propriété de la Mense Episcopale sises sur le ban communal de Saint-Nabor, le phasage de l'opération et le plan prévisionnel de financement ;

CONSIDERANT la volonté de la CCPR de mettre en œuvre sa politique de développement touristique du territoire aux fins de valorisation, de préservation et de mise en tourisme de son patrimoine remarquable ;

CONSIDERANT l'avis favorable des membres du Bureau, réuni le 05/06/2018 ;

CONSIDERANT que les crédits nécessaires sont et seront inscrits au BP 2018 et aux budgets primitifs suivants ;

CONSIDERANT l'accord de principe de la Mense Episcopale de signer un avenant au bail emphytéotique afin de régler la question de la jouissance de l'emprise foncière ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

Après en en avoir délibéré,
A l'unanimité,

VALIDE, dans le cadre de la consolidation et de la mise en tourisme des ruines de l'abbaye de Niedermunster sises sur le ban communal de Saint-Nabor, l'avenant au bail emphytéotique dans l'ensemble de ses dispositions ; lequel porte sur l'extension du périmètre ;

AUTORISE M. le Président à signer ledit avenant avec la Mense épiscopale ainsi que toutes pièces relatives à ce dossier.

Pour extrait conforme.
Rosheim, le 13 juin 2018.



LE PRESIDENT

Michel HERR

N. H.
53 P. CH.

Acte à classer

2018-38

1

En préparation

2

En attente retour
Préfecture

3

> AR reçu <

4

Classé

Identifiant FAST : ASCL_2_2018-06-21T11-40-54.00 (MI211456111)

Identifiant unique de l'acte : 067-246700744-20180612-2018-38-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Ruines de l'abbaye de Niedermunster : consolidation
et mise en tourisme : validation d'un avenant au bail
emphytéotique

Date de décision : 12/06/2018



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de competences par themes
8.4. Aménagement du territoire

Acte : 20180620113633273.PDF

Multicanal : Non

Classer

Annuler

Préparé

Transmis

Accusé de réception

Date 21/06/18 à 11:40

Date 21/06/18 à 11:40

Date 21/06/18 à 11:47

Par RIETZMANN Annette

Par RIETZMANN Annette

n. n.
53
P. Clt.

Département :
BAS RHIN

Commune :
SAINT-NABOR

Section : B
Feuille : 000 B 03

Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 16/11/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

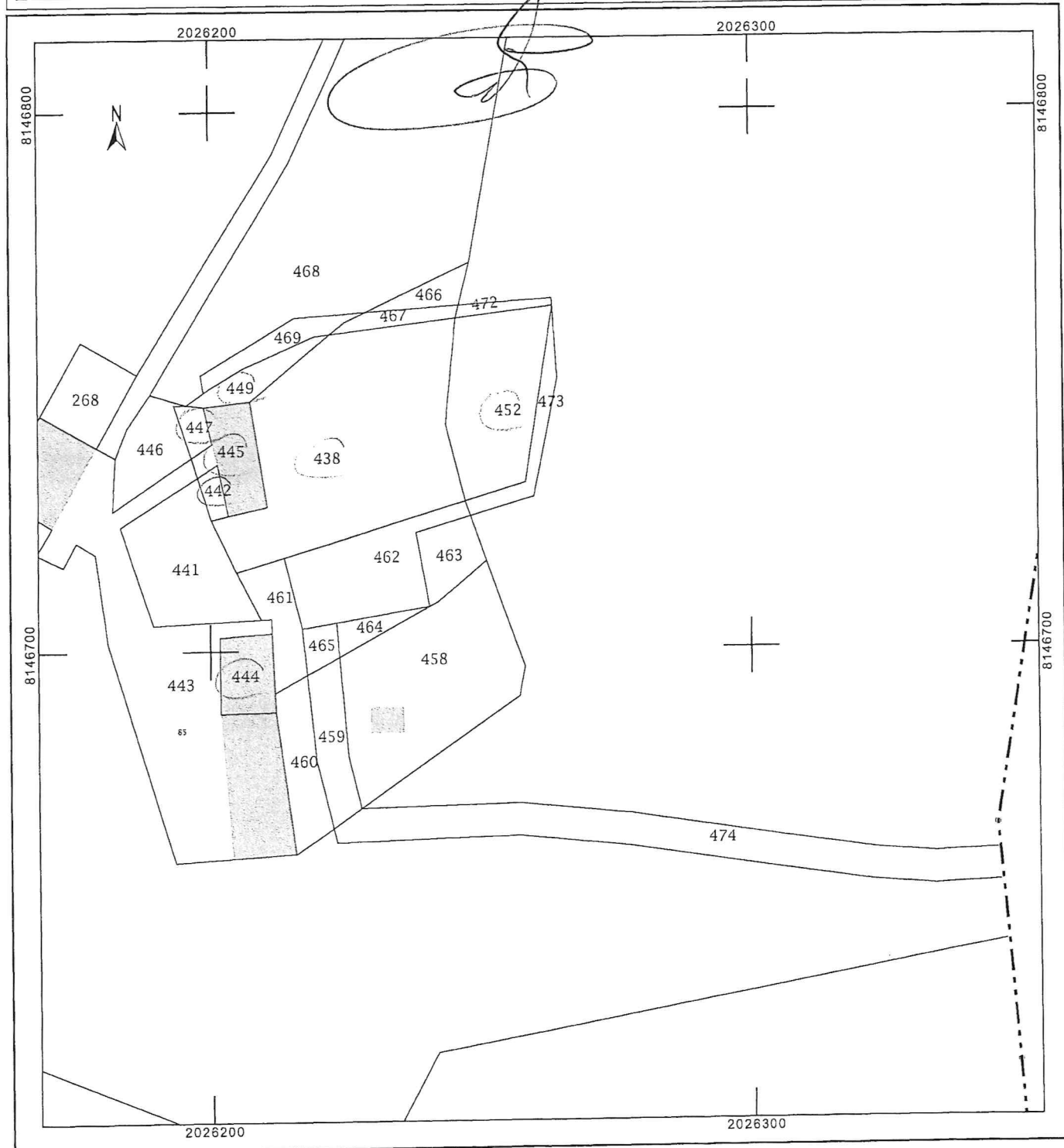
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
POLE TOPOGRAPHIQUE ET DE
GESTION CADASTRALE
SELESTAT 5, RUE DE LA PAIX 67606
67606 SELESTAT Cedex
tél. 03.88.58.90.93 -fax
ptgc.bas-rhin@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

Annexe N° 3
à la minute d'un acte de
cession à bail emphytéotique
reçu le 18.11.2019
(Rép. n° 31.437)
Le Notaire



17.11. 53 8.11.11.

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

28235 /CB
/MC /

! Attention ... s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° du 03/02/2006
Adresse de l'immeuble Lieudit Niedermunster
code postal ou Insee 67530 SAINT-NABOR
commune
Annexe N° 1
à la minute d'un acte de vente n° 32.477
reçu le 18.04.2019
(Rép. n° 32.477)
mis à jour le Notaire

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N
prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ 1 oui ☐ non ☒
date
1 Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
Inondations ☐ autres ☐
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN 2 oui ☐ non ☒
2 Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR N
prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ 1 oui ☐ non ☒
date
1 Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
Inondations ☐ autres ☐
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN 2 oui ☐ non ☒
2 Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M
prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ 3 oui ☐ non ☒
date
3 Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
mouvement de terrain ☐ autres ☐
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM 4 oui ☐ non ☒
4 Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR T prescrit et non encore approuvé 5 oui ☐ non ☒
5 Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à
effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet de surpression ☐
- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé oui ☐ non ☒
- > L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement oui ☐ non ☐
- > L'immeuble est situé en zone de prescription 6 oui ☐ non ☐
6 Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐
6 Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location. oui ☐ non ☐

7. 11.
53 9.04.

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en

zone 1 ☐
très faible

zone 2 ☐
faible

zone 3 ☒
modérée

zone 4 ☐
moyenne

zone 5 ☐
forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3

oui ☒ non ☐

Information relative à la pollution des sols

> Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)

oui ☐ non ☒

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

*catastrophe naturelle minière ou technologique

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente

oui ☒ non ☐

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Fiche communale ci-jointe

vendeur / bailleur

date / Lieu

acquéreur / locataire

MENSE EPISCOPALE DE STRASBOURG

18 novembre 2019 / STRASBOURG

Communauté de Communes des Portes de
ROSHEIM

information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols,
pour en savoir plus... consultez le site Internet :

www.georisques.gouv.fr



Code postal : 67530

Commune de Saint Nabor

code Insee : 67428

Fiche communale d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques

pour l'application des I, II de l'article L 125-5 du Code de l'environnement

1. Fiche communale annexée à l'arrêté préfectoral

n°

du 03 février 2006 modifié

mis à jour le

servitudes

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques [PPR]

2.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR

naturels

miniers

technologiques

non X

Date :

Aléa :

Date :

Aléa :

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet *

consultable sur Internet *

consultable sur Internet *

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui

non

2.2 La commune est située dans le périmètre d'un PPR

naturels

miniers

technologiques

non X

Date :

Aléas :

Date :

Aléas :

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet *

consultable sur Internet *

consultable sur Internet *

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui

non

3. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application de l'article R 563-4 du code de l'environnement.

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte

Moyenne

Modérée

Faible

Très faible

zone 5

zone 4

zone 3

X

zone 2

Zone 1 *

* Il n'existe aucune obligation réglementaire pour le niveau 1 de sismicité

Le document de référence mentionné à l'article R125-24 du Code de l'environnement est :

Article D 563-8-1 sur la répartition des communes entre les cinq zones de sismicité

consultable sur Internet *

pièces jointes

4. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus en application de l'article R15-26 du Code de l'environnement

5. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

à la date de l'édition de la présente fiche communale

! La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique : Ma commune face aux risques

catastrophes naturelles

nombre

catastrophes technologiques

nombre

Date FEVRIER 2015

Le préfet du Bas-Rhin,

Site* : www.bas-rhin.gouv.fr

N. H.

J3

V. dlt.